



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

13 Avril 2021

Evolution de la situation sanitaire

Pour la première fois depuis deux mois, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires baisse en AEOI (+ 27 213 contre + 29 685 la semaine précédente) alors que le rythme mondial augmente à un rythme

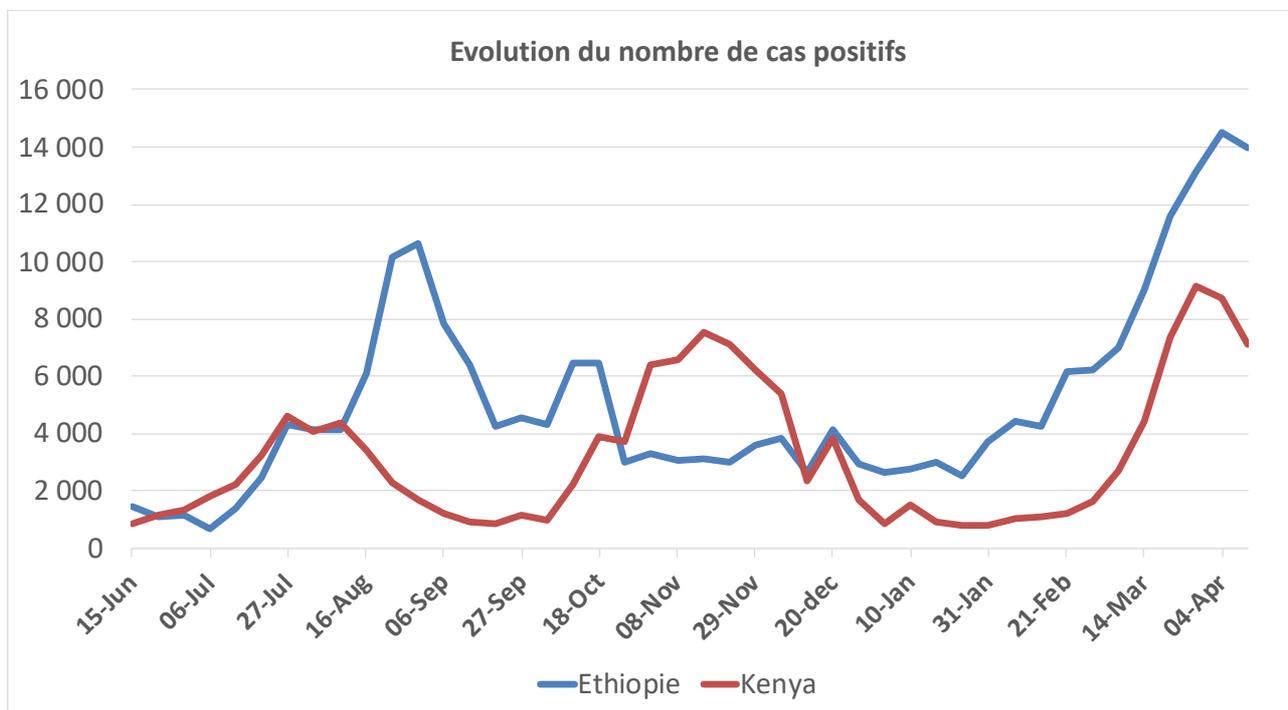
Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	28/3	4/4	11/4	28/3	4/4	11/4
Burundi	2 757	2 911	3 154	6	6	6
Comores	3 690	3 782	3 831	146	146	146
Djibouti	7 249	8 509	9 722	66	72	93
Erythrée	3 208	3 334	3 447	9	10	10
Ethiopie	198 794	213 311	227 255	2 784	2 936	3 146
Kenya	129 330	138 077	145 184	2 104	2 206	2 330
Madagascar	23 424	25 262	27 548	381	449	449
Maurice	870	1 034	1 112	10	12	14
Rwanda	21 309	22 243	23 343	300	311	314
Seychelles	4 054	4 294	4 490	18	22	24
Somalie	10 838	11 623	12 271	488	546	570
Soudan du Sud	10 048	10 255	10 340	108	112	114
Soudan	31 407	31 833	31 833	2 028	2 063	2 063
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	40 767	40 962	41 113	335	335	337
Total AEOI	488 254	517 939	545 152	8 804	9 247	9 637

beaucoup plus soutenu (+12,5 %) alors qu'il décroît en AEOI (-8,3 %). Le nombre de cas recensés cette semaine continue d'augmenter à Madagascar pour la 3^{ème} semaine consécutive (+ 2 286 contre + 1 838 et + 1 311 les semaines précédentes), ainsi qu'au Rwanda (+ 1 100 contre + 934 et + 548 les semaines passées).

** Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.*

📍 L'Éthiopie et le Kenya connaissent les plus grands nombres de nouveaux cas en Afrique cette semaine encore.

En Éthiopie, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires atteint 13 944 (contre + 14 517), faisant du pays la plus forte augmentation du nombre de cas cette semaine en Afrique. Au Kenya, un peu plus de deux semaines après le durcissement des mesures sanitaires, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires continue de baisser et atteint + 7107 (contre + 8 747 et + 9 167 les semaines précédentes), mais est toujours le 2^{ème} pays le plus touché en Afrique cette semaine après l'Éthiopie. Les deux pays concentrent à eux seuls 42,1 % des nouveaux cas en Afrique cette semaine.



❖ La Tanzanie, l'Ouganda, Total et la CNOOC s'accordent pour la construction de l'oléoduc EACOP.

Le 11 avril, à Entebbe, les Présidents ougandais et tanzanien se sont réunis afin de signer trois accords clés pour la construction de l'oléoduc *East African Crude Oil Pipeline Project* (EACOP). Les Ministères de l'Énergie des deux pays, ainsi que TOTAL et de *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) étaient présents pour la ratification des accords. L'oléoduc, dont le coût s'élève à 3,5 Mds USD, prévoit d'acheminer du pétrole brut en provenance du Lac Albert (Ouganda) jusqu'au Port de Tanga en Tanzanie. Parmi les trois accords signés, on retrouve : un *Tariff and Transportation Agreement* (TTA) entre les compagnies chargées de l'extraction du pétrole et celles chargées de son transport ; un *Shareholder Agreement* (SHA) entre les 4 actionnaires du projet EACOP ; et un *Host Government Agreement* (HGA) entre Total E&P et les gouvernements de Tanzanie et d'Ouganda. Avec un pic de production estimé à 230 000 barils de pétrole raffiné par jour, l'Ouganda compte réduire de 1,6 Mds USD le coût de ses importations tandis que du côté tanzanien, l'EACOP permettrait la création de 10 000 emplois dans les 8 régions traversées par l'oléoduc. La prochaine étape reste la signature de la décision finale d'investissement relative aux projets d'exploitation des champs pétrolifères.

❖ Partenariat stratégique entre le PNUD et le Secrétariat de la ZLECAf.

Fin mars, le Secrétaire général du Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Wamkele Mene, a signé un MoU avec le PNUD accompagné d'une subvention de 3 MUSD. L'objectif affiché est le renforcement des capacités institutionnelles du Secrétariat afin de mettre en œuvre les premiers accords de la ZLECAf. D'après des sources locales, cette subvention contribuerait au budget du Secrétariat pour couvrir les frais liés au recrutement et à la rémunération du personnel. Depuis mars 2021, les compétences de négociation des accords en cours de la ZLECAf ont été transférées de la Commission de l'Union Africaine à Addis Abeba au Secrétariat général de la ZLECAf à Accra.

🌐 Burundi

Le bureau de l'envoyé spécial des Nations Unies au Burundi fermera le 31 Mai 2021.

La présence onusienne est depuis longtemps source de tensions avec les autorités burundaises. Le bureau avait été ouvert en 2015, suite aux violences qui avaient éclaté lors des élections présidentielles. Depuis, l'ONU continue de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dans le pays. Alors qu'en novembre 2020, le Président Evariste Ndayishimiye, élu en mai, avait annoncé que le bureau fermerait le 31 décembre 2020, les deux parties se sont finalement accordées sur le 31 mai 2021. Après la fermeture du bureau de l'envoyé spécial au Burundi, c'est le responsable de la région des Grands Lacs qui devrait continuer à suivre la situation dans le pays.

🌐 Comores

Pas de brève cette semaine.

🌐 Djibouti

Le président Ismaïl Omar Guelleh est reconduit pour un 5^{ème} mandat.

Les élections présidentielle se sont tenues le vendredi 9 avril 2021 après 2 semaines de campagne. Elles se sont soldées par la réélection à 97,44 % des suffrages (résultats provisoires) du Président Ismaïl Omar Guelleh pour un 5^{ème} mandat de 5 ans. Alors que sa campagne s'articulait principalement autour de la jeunesse djiboutienne, le leitmotiv arboré pour ce nouveau mandat réside dans le développement de l'économie, du secteur du numérique, de l'éducation et de la formation.

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🌐 Ethiopie

Visite d'une délégation tunisienne dans différents parcs industriels.

Début avril, une délégation d'investisseurs tunisiens a effectué des visites dans plusieurs parcs industriels (*Bole Lemi I et II, Kilinto et ICT Park*). D'après des sources locales, ces investisseurs souhaiteraient dans un premier temps miser sur les produits pharmaceutiques (parc de Kilinto). Le développement des parcs industriels a été amorcé lors des 2 précédentes stratégies quinquennales, et se poursuit par la création de parcs régionaux (parc agro-industriel à Sidama, parc *Lemi National Cement* en région amhara). Avec un total de 11 parcs fédéraux, 4 régionaux et 6 privés, le montant d'exportation généré serait de 610 MUSD pour l'année fiscale 2019/2020.

🌐 Kenya

Le Kenya souhaite renforcer ses capacités d'importation de gaz de pétrole liquéfié

Dans le cadre de l'augmentation de ses besoins énergétiques, le Kenya s'est progressivement tourné vers l'utilisation du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) au moyen d'un cadre juridique adapté et du développement des infrastructures de distribution sur le marché intérieur. Cette source d'énergie est en effet moins polluante que les combustibles utilisés par plus de 80 % de la population (biomasse, charbon, kérosène) et est donc privilégiée nationalement et régionalement (Tanzanie, Ouganda...). Tirant parti des infrastructures portuaires du port de

Mombasa (actuellement 2 terminaux) et des projets d'extension à venir, le Kenya développe ses capacités en import de GPL, pour accélérer son déploiement et répondre aux besoins croissants de la population. La consommation de GPL a été estimée à 8/9 kg par habitant en 2050 et la Banque Mondiale estime que 35 % de la population pourrait faire usage du GPL comme énergie de cuisine d'ici à 2030 en substitution au charbon de bois.

Pétition citoyenne contre le programme FMI de 2,3 Mds USD.

Un mouvement de contestation de la population sur les réseaux sociaux et une pétition émergent contre le programme récemment approuvé par FMI, arguant que le pays est déjà extrêmement surendetté. Plus de 300 000 Kényans ont signé cette pétition, demandant au FMI d'annuler le prêt récemment approuvé, car les versements précédents au Kenya aurait été perdus dans des scandales de corruption et restent impayés. Le secrétaire du Cabinet au Trésor, Ukur Yatani, a défendu le prêt en affirmant que le montant est nécessaire pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et réduire la vulnérabilité de la dette.

L'Autorité de régulation revient sur sa décision d'augmenter le prix du carburant.

L'*Energy and Petroleum Regulatory Authority* (EPRA) avait prévu d'augmenter le prix du carburant pour compenser l'augmentation du prix du pétrole brut et l'affaiblissement du shilling. Suite au tollé provoqué par l'annonce, le Ministre des Finances a imposé à l'EPRA de revenir sur sa décision et a assuré que le gouvernement compenserait les fournisseurs (montant estimé à 1,7 Mds KES). Le litre de pétrole continuera donc d'être vendu au détail à 122,8 KES à Nairobi pour le mois à venir.

Madagascar

Reprise de la création d'entreprises selon l'agence en charge de la promotion d'investissement.

Selon les derniers chiffres publiés par l'*Economic development board of Madagascar* (EDBM), l'agence malgache en charge de la promotion des investissements, le pays a enregistré 144 entreprises nouvellement créées durant le mois de février 2021, contre 133 à la même période de l'an passé, soit une augmentation de 8,3 %. La création d'entreprises opérant dans le commerce a doublé. Le secteur des TIC suit la même tendance (+ 60,0 %). La création d'entreprises dans le secteur de l'import-export a fortement baissé (- 38,0 %) traduisant la baisse des activités économiques et des échanges commerciaux.

Maurice

Troisième année de hausse consécutive du prix du sucre.

Le prix du sucre pour la campagne en cours a été évalué à 269 EUR la tonne, chiffre s'inscrivant en hausse par rapport à la dernière évaluation qui datait de septembre 2020, 248 EUR, soit + 8,0 %. Ce prix avait subi une baisse sensible en 2018 avec 182 EUR avant d'augmenter en 2019 à 235 EUR. En décembre 2020, la Banque Mondiale a remis au gouvernement une série de recommandations qui assureraient la viabilité future de la filière sucrière. Selon les dernières estimations, le prix d'équilibre qui permettrait d'assurer la viabilité de la filière se situerait autour de 352 EUR la tonne.

🌐 Ouganda

Kampala-Jinja Expressway : le projet d'autoroute ne se terminera pas avant 2030.

Kampala-Jinja Expressway (KJE) est un projet d'autoroute de 95 km ayant pour objectif de désengorger et de réduire le temps de trajet entre Kampala et Jinja. Fortement attendue, la nouvelle route, dont la mise en service était initialement prévue pour 2010, risque désormais de ne pas ouvrir avant 2030. Outre les financements prévus par les partenaires au développement, dont la Banque Africaine de Développement (accord de prêt de 229,5 MUSD signé le 18 mars), l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne (90,0 MEUR chacune), 600 MUSD sont attendus des futurs acteurs privés du projet. En effet, cette route a été conçue comme un Partenariat Public-Privé (PPP), financé partiellement par les acteurs privés, qui construiront l'autoroute et l'exploiteront pendant 30 ans après sa mise en service. Plusieurs groupements d'entreprises se sont positionnés, mais la procédure de sélection a été considérablement retardée.

Projet de loi du gouvernement d'introduction d'une taxe sur les achats de forfait Internet.

Le Ministre des Finances Matia Kasaija a déposé, le 1^{er} avril, au Parlement, un projet de loi prévoyant de taxer directement, à hauteur de 12 %, l'achat de forfait Internet dans le pays. Cette proposition résulte, selon l'administration fiscale ougandaise, de l'échec de la taxe sur les réseaux sociaux (*over-the-top* - OTT), introduite en 2018. Selon l'*Uganda Communication Commission* (UCC), au second trimestre 2020, sur 18,9 millions abonnés à l'Internet mobile, seuls 11,3 millions payaient la taxe OTT, le reste des utilisateurs ayant opté pour des réseaux privés virtuels permettant d'échapper au paiement de cette taxe. La nouvelle taxe

proposée, qui fait partie des 7 nouvelles impositions fiscales que le gouvernement souhaite appliquer à partir du 1^{er} juillet, permettra à l'Etat de bénéficier de la hausse la consommation d'Internet. Comme dans la plupart des pays d'Afrique, la crise sanitaire liée à la COVID-19, a changé les habitudes de consommation, avec une demande en connectivité à haut débit de plus en plus forte.

🌐 Rwanda

Le gouvernement à la recherche d'un nouveau partenaire financier pour la construction de la route Base-Butaro-Kidaho.

En 2018, un prêt concessionnel de 66,6 MUSD à un taux 2,0 % de la *India Exim Bank* avait été accordé au gouvernement rwandais pour mener à bien la construction de la route Base-Butaro-Kidaho. Située dans la province du Nord et allant jusqu'à la frontière ougandaise, cette route devrait faciliter le tourisme dans la région et accroître les activités économiques. Toutefois, le Ministre de l'Economie et de la Planification économique a annoncé la rupture de l'accord de prêt avec le gouvernement indien. En effet, le coût du projet aurait augmenté de 100 % en raison des prix proposés par les fournisseurs indiens. La Banque Africaine de Développement pourrait désormais financer le projet, avec un prêt de 200 MUSD.

Levée de fonds de 3,5 MUSD d'une startup rwandaise.

L'entreprise rwandaise *Ampersand*, qui produit des motos électriques et des stations d'échange de batterie, permettant aux conducteurs de ne pas être contraints par le temps de recharge, a bénéficié d'un financement de 3,5 MUSD d'un fonds d'investissement américain *Ecosystem Integrity Fund*. La startup avait été lancée en 2019 avec un capital de 600 000 USD. L'entreprise s'est fixé un objectif important :

développer la flotte de 250 motos à 750 motos en 2021 alors que 7 200 clients seraient en attente. Une expansion en Afrique de l'Est est prévue prochainement.

🌐 Seychelles

Réalisation de projets financés par le gouvernement indien.

Lors d'une cérémonie virtuelle, le Premier Ministre indien et le Président des Seychelles, Wavel Ramkalawan, ont inauguré plusieurs projets, notamment l'achèvement du tribunal de première instance (3,4 MUSD) et la livraison d'un patrouilleur. L'Inde a aussi financé une centrale solaire d'1 MW sur l'île artificielle de Romainville, qui devrait produire suffisamment d'électricité pour couvrir la consommation d'environ 400 ménages. Les deux dirigeants ont également assisté à l'inauguration de dix projets achevés dans le cadre des projets de développement communautaire à fort impact financés par le gouvernement indien.

🌐 Somalie

Lancement de la Fondation Sahamiye par le fondateur de *WorldRemit* pour la mise en place de programmes de développement au Somaliland.

La société de transferts de fonds *WorldRemit*, pionnière dans le paiement mobile, a été fondée en 2010 par le réfugié somalien Ismail Ahmed. Au cours des 10 prochaines années, ce dernier prévoit d'allouer 500 MUSD de sa fortune personnelle à des programmes de développement via la Fondation Sahamiye qui a notamment pour objectifs de doubler le taux d'alphabétisation d'ici 2023, d'améliorer l'accès à l'information médicale et financière, de former 100 000 personnes pour leur permettre d'entrer

sur le marché de l'emploi et de soutenir les start-ups.

🌐 Soudan

Vers une harmonisation du taux de change douanier avec le taux officiel.

Après une première modification du taux de change du dollar appliqué au calcul des droits de douane, de 15 SDG/USD à 20 SDG/USD intervenue mi-mars, un nouveau taux de 28 SDG/USD a été fixé à partir du 1^{er} avril. Suivant les engagements pris vis-à-vis du FMI, ce taux de change devra être unifié progressivement avec le taux officiel d'ici fin juin 2021. Si le taux officiel de change du SDG se maintient autour de 380 SDG/USD depuis son unification le 21 février dernier, l'inflation continue de progresser passant en glissement annuel de 331% au mois février à 342% au mois de mars.

Don de 400 MUSD par l'Arabie Saoudite pour le financement de la saison agricole.

Le gouvernement a annoncé la création d'un fonds pour le financement de la saison agricole, qui aura pour vocation d'assurer l'approvisionnement des intrants agricoles pour les trois années à venir. Des banques soudanaises, ainsi que des groupes agricoles privés saoudiens et émiraties participent à ce fond qui a reçu un premier abondement de 400 MUSD, en don, de la part de l'Arabie Saoudite.

📍 Soudan du Sud

Mise en place de mesures afin de favoriser les collectes de revenus non-pétroliers.

Le commissaire général de la *National Revenue Authority* (NRA), Patrick Mugoya, a annoncé le 13 mars dernier la mise en place, dès cette année, de mesures visant à rehausser la collecte des revenus non-pétroliers de 40 millions à 160 millions de SSP. Cette annonce fait suite à une rencontre entre le Président Salva Kiir et les représentants de la NRA, durant laquelle le dirigeant sud-soudanais a insisté sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de réformes visant à diversifier les sources de revenus. L'accent sera porté, prioritairement, sur les exemptions de taxes, la liste de ses bénéficiaires et sur le renforcement des contrôles. Les revenus liés au pétrole représentant 98 % du budget de l'Etat sud-soudanais, il est devenu impératif pour le gouvernement de retrouver une indépendance vis-à-vis de ce secteur. De plus, si le pays possède de nombreuses ressources pétrolières, la majorité des oléoducs et raffineries pour l'exploiter appartiennent encore à Khartoum. Il revient donc à la NRA, créée en 2018 et chargée de l'application des lois liées aux taxations et aux revenus, de favoriser la diversité des rendements

Amélioration des infrastructures aéronautiques au Soudan du Sud.

Le gouvernement sud-soudanais a signé le 31 mars dernier un contrat avec l'entreprise *NavPass*, spécialisée dans le contrôle de trafic aérien, pour développer les infrastructures aéronautiques du pays. Celle-ci fournira expertise et technologie en matière de contrôle aérien afin d'améliorer la sécurité dans ce domaine. Pour le Ministre du Transport, Madut Biar Yel, l'objectif de Djouba est d'attirer à la fois compagnies aériennes et investisseurs dans le secteur aéronautique. L'accord permettra de renforcer le contrôle sur l'espace aérien du pays, et donc de développer un trafic plus fluide.

D'autre part, la maîtrise des airs assurera au gouvernement de nouveaux revenus générés (10 MUSD par an) par les taxes de navigation qui devraient être ensuite réinvestis dans les infrastructures aériennes. Le contrat avec *NavPass* prévoit la formation du personnel de l'aviation civile sud-soudanaise pour permettre un raccordement aux standards de sécurité de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

📍 Tanzanie

L'économie de la Tanzanie devrait croître de 5,7 % en 2021, selon la *Bank of Tanzania* (BoT).

Le Comité de Politique Monétaire (*MPC*) de la BoT a réestimé ce taux de croissance en raison des investissements publics soutenus, de la normalisation à venir du commerce mondial et du déploiement de mesures visant à améliorer l'activité, l'environnement des affaires et les prêts bancaires au secteur privé. Selon le *MPC*, la croissance économique a été assez satisfaisante par rapport aux autres pays de la région, malgré les effets mondiaux de Covid-19 sur les économies. Le taux de croissance a atteint 4,7 % au cours des 3 premiers trimestres de 2020, tiré par la construction, l'agriculture, les transports, les mines et les carrières.

L'association des 12 pays africains principaux producteurs de diamants (ADPA) s'est réunie à Dodoma.

L'ADPA s'est réunie début avril sous la présidence tanzanienne (mandat d'un an). Il s'agissait d'harmoniser les règles et les législations des secteurs miniers afin de permettre aux pays concernés de tirer davantage de bénéfices de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Outre les experts et décideurs des 12 pays en question, des observateurs externes ont pu assister aux réunions (Algérie, Congo RDC, Côte d'Ivoire, Gabon, Libéria, Mali, île Maurice).

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor